

<https://www.elcorreo.eu.org/Alejandro-Horowicz-NOUS-AVONS-BESOIN-D-UNE-NOUVELLE-INVENTION-POPULAIRE>

# Alejandro Horowicz : « NOUS AVONS BESOIN D'UNE NOUVELLE INVENTION POPULAIRE »

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -  
Date de mise en ligne : dimanche 19 juillet 2026

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**L'essayiste analyse la situation actuelle en Argentine [valable pour beaucoup des pays] dans une perspective historique et examine le lien entre la chute de la qualité de l'éducation, la dégradation du système politique et l'accession de Milei à la présidence. Il examine les événements du [17 octobre](#) à la lumière de l'actualité et la nécessité d'une nouvelle impulsion populaire, cinquante ans après [le coup d'État de 1976 en Argentine](#).**

« On se dirige tout droit vers une catastrophe annoncée. Seuls ceux qui choisissent d'ignorer les conséquences (de l'action du gouvernement) les ignorent. Pour tous les autres, c'est une évidence. Lorsque cela devient de plus en plus clair, même pour les plus fervents partisans du gouvernement, on constate, dans les sondages, une chute rapide de son image positive. Pourtant, cette baisse ne se traduit quasiment jamais par une amélioration de l'image du gouvernement. »

L'intervenant est [Alejandro Horowicz](#) Professeur d'Université et auteur, entre autres ouvrages de *Los cuatro peronismos* (1985) ; *El país que estalló* (2005) ; *Las dictaduras argentinas* (2013) ; *El kirchnerismo desarmado : la larga agonía del cuarto peronismo* (2023), *Lenin y Trotsky. Los dragones de Marx* (2024) ; y editor y compilador de *Plaza Tomada. ¿Qué tiene para decirnos hoy el mítico 17 de Octubre ?* (Editorial Marea, 2025), Horowicz explique comment les moments charnières de l'histoire sont liés au présent. « Le soulèvement de 2001 démontre la non viabilité du modèle établi », affirme-t-il, en examinant la période qui a précédé la crise et ses conséquences. « Voilà le désert que nous avons créé, et la seule façon d'en sortir, c'est par la base. Nous vivons dans une société désarmée et dépolitisée. » « Il nous faut une nouvelle invention populaire », confie-t-il à Página/12.

## Quelle est votre lecture de l'Argentine d'aujourd'hui ?

Le gouvernement de Milei obéit à une logique implacable, déjà manifeste lorsqu'il était candidat. Ce qui pouvait être salué chez un candidat devient source de souffrance chez un président. Et lorsqu'il apparaît clairement que la voie choisie mène inévitablement là où elle devait mener, un sentiment de désespoir s'installe chez ceux qui croyaient en cette voie et en ce président. Milei rassemble les pires éléments du pouvoir en place. Son gouvernement marche vers une catastrophe annoncée. Rien de surprenant dans le comportement de celui qui a toujours agi de la même manière. Une vérité évidente se dégage de toute analyse historico-politique : rien de ce qui arrive ne peut être dissocié du passé. Pourtant, cette vérité évidente reste tue politiquement et personne en assume la responsabilité.

## Que voulez-vous dire par là ?

Milei incarne les valeurs de l'ensemble du système. Dire ce que vaut Milei, c'est en réalité sous-entendre que le système vaut moins. Comment expliquer autrement qu'une personne sans expérience politique, qui n'était jusqu'à récemment qu'un commentateur obscur, ait vaincu les forces qui gouvernaient l'Argentine depuis des décennies ? Et je ne parle pas seulement du vocabulaire limité d'un discours qui dépasse à peine cinq cents mots, mais d'une incapacité manifeste à comprendre les enjeux de la politique internationale. C'est précisément là le nœud du problème.

## Pourquoi se concentre-t-il sur la sphère internationale ?

La proximité entre un président argentin et Israël est frappante, quel que soit le gouvernement israélien en place. Mais là n'est pas la question. Israël est certes important au Moyen-Orient, mais l'Argentine n'en fait pas le pilier de sa politique étrangère. Cela ne signifie pas qu'elle doive rompre ses relations avec les pays de cette région, mais plutôt que le Moyen-Orient a peu de chances de figurer parmi les cinq priorités principales d'un ministère des Affaires étrangères doté d'un programme de politique étrangère bien défini.

## Qu'est-ce que le gouvernement démontre avec cela ?

Qu'il n' a aucun programme. Quand quelqu'un s'engage sur ce terrain, il devient évident quels sont les autres terrains sur lesquels il ne s'engagera pas. C'est le premier point. Et c'est un point que la politique argentine semble avoir complètement ignoré. Une société qui n'a rien débattu pendant cinq décennies ne vaut pas grand chose.

## À quel moment la société a-t-elle cessé de débattre et pourquoi ?

Lorsqu'on observe les débats au sein de la société argentine à partir de 1976, on constate qu'ils se résument à deux points principaux. Le premier : l'idée que la dictature bourgeoise et terroriste résoudrait les problèmes de désordre social en Argentine. Il ne s'agissait pas de l'opinion de quelques individus excentriques ; c'était le point de vue de la majorité de la société argentine et de tous les partis parlementaires. Il est utile de rappeler qu'en 1977, 1978 et 1979, les dirigeants de ces forces politiques expliquaient qu'ils ne souhaitaient pas l'échec de l'armée. Or, lorsqu'on souhaite qu'une telle politique n'échoue pas , on affirme clairement quelle politique on soutient. La continuité du péronisme et du radicalisme depuis 1975 est parfaitement évidente, et elle se manifeste également chez les candidats de 1983.

## Quelles politiques marquent cette continuité ?

[Luder](#) est l'homme qui a signé, en octobre 1975, le décret ordonnant l'extermination de la subversion. Il l'a fait en sa qualité de président provisoire du Sénat, à la tête du pouvoir exécutif. En 1983, alors professeur de droit constitutionnel, il nous expliquait que, puisque l'armée avait rédigé une loi – que le Congrès pouvait d'ailleurs abroger –, juridiquement parlant, face à deux lois contradictoires, celle qui devait prévaloir était celle qui favorisait l'accusé. Il nous informait en 1983 que cela équivaldrait à une impunité totale. Ainsi, lorsqu'on examine le comportement du péronisme jusqu'à la crise de 2001, on constate clairement qu'il ne s'agit pas d'une simple opinion de candidat, mais d'une politique mise en œuvre. On observe exactement la même chose chez [Alfonsín](#).

## Que veut-il dire exactement ?

Alfonsín expliqua qu'il était nécessaire de distinguer ceux qui donnaient les ordres, ceux qui les exécutaient et ceux qui outrepassaient leurs pouvoirs. Comment peut-on outrepasser ses pouvoirs dans le cadre d'un ordre de destruction *totale* ? Je laisse cela à l'imagination de chacun. Cette distinction suppose que l'ordre soit légal. Si l'ordre

ne l'est pas, la responsabilité de quiconque exécute un ordre illégal – et, de toute évidence, inconstitutionnel, voire anticonstitutionnel – est totale. Quiconque lit l'article 67 de la Constitution nationale constate qu'il n'appartient pas au pouvoir exécutif d'intervenir militairement dans une province, et que ce pouvoir relève spécifiquement du Congrès. Or, le Congrès était en fonction lorsque la petite école de Famaillá fonctionnait ; une délégation parlementaire s'y était rendue et avait déclaré que le travail accompli était remarquable. La continuité est donc manifeste. La crise de 2001 ne laisse aucun doute à ce sujet.

## **Que nous a révélé ce moment charnière de 2001 ?**

La crise économique de 2001 a démontré l'absence de viabilité du modèle établi. Cependant, cette crise a été précédée de deux hyperinflation et, entre 1975 et 1991, d'une période où l'inflation n'est jamais descendue sous les 100 % par an pendant seize années consécutives. Ceci nous amène à un premier point, d'ordre comptable. Toute entreprise qui établit un bilan sait que si elle cumule plus de 100 % d'inflation sur trois ans, elle subit une hyperinflation. En Argentine, ce niveau d'inflation a été enregistré en une seule année. Nous affirmons donc que, pendant seize ans, l'expérience économique a consisté en une hyperinflation permanente, et ce, de manière délibérée.

## **Laquelle ?**

L'hyperinflation contribue à redistribuer les revenus. Si l'on examine la part des salariés dans le revenu national entre le milieu des années 1940 et le [Rodrigazo](#) de 1975, on constate qu'elle représentait, pendant une trentaine d'années, entre 42 % et 48 % du PIB. Dès lors, le PIB *par habitant* a cessé de croître et a commencé à décliner, tandis que la part des salariés a été réduite de près de moitié. Ce processus, initié par le Rodrigazo et consolidé par [José Alfredo Martínez de Hoz](#) au moyen de la terreur, s'est poursuivi jusqu'en 1991. J'affirme donc que cette continuité constitue une preuve manifeste, et non un sujet de débat idéologique. La politique argentine n'a fait que reproduire et amplifier cette même crise.

**Il soutient que « le chute de la qualité de l'éducation va de pair avec la dégradation du débat politique » et que cette dégradation explique en grande partie l'ascension de Milei à la présidence.**

Quand on voit les conditions dans lesquelles un enfant sort de l'école primaire ou secondaire, on est horrifié. On comprend alors pourquoi Milei trouve une part importante de son soutien auprès de cette jeunesse. Ses électeurs sont, pour la plupart, des jeunes et de jeunes adultes qui ont été scolarisés dans un système qui se dégrade depuis des décennies. Nous assistons à la destruction du système éducatif. Et sans esprit critique, il ne peut y avoir de débat démocratique. Cette situation ne date pas d'hier.

## **¿Cuándo empezó ?**

La réforme éducative de Menem marque le point de non-retour. Mais le fait qu'Alfonsín ait tenté d'organiser un congrès pédagogique et que l'Église catholique l'ait emporté en dit long sur le débat concernant la qualité de

l'éducation. L'Église catholique s'est systématiquement opposée à l'instruction des femmes. Deux cent cinquante aumôniers militaires sont complices de ce processus. [Von Wernich](#) a-t-il été excommunié ? Non. Il s'agit d'une politique systématique. En résumé, il ne reste presque rien, et il faut être un véritable archéologue du savoir pour en discerner les vestiges.

## **Si, comme vous dites, il ne reste plus grand-chose, sur quoi peut-on reconstruire la politique ?**

Quand on regarde 2001, on constate une explosion systémique, non une résistance populaire. Cela ne signifie pas que la résistance populaire n'existait pas, mais elle n'était pas politique. Pour qu'une résistance soit politique, il faut comprendre que les mots ne suffisent pas à se défendre. Et quand, derrière les mots, il n'y a qu'un amas de mots, on se retrouve face à un avocat libéral qui brandit son code. Franchement, ici, très peu de gens prennent la parole ; la plupart ne font que bavarder. Et, au final, comment savoir qu'ils ne font que bavarder ? Parce qu'ils sont interchangeables. On observe une dégradation politique croissante ; on constate que, de plus en plus, une majorité de la société non seulement perd confiance dans les possibilités de la politique, mais que la grande majorité de la population ne vote plus.

## **Donc ?**

Si l'on s'attend à ce qu'un candidat émerge de cet ordre politique, on se méprend sur le problème. Le secret, c'est que cet ordre politique produit ces candidats. Je ne dis jamais qu'ils sont identiques ; je dis qu'ils sont interchangeables, ce qui est différent. L'interchangeabilité est une fonction ; l'égalité est une cohérence interne. Je n'ai aucun doute que [Kicillof](#) n'est pas Scioli. Et la société argentine le sait parfaitement. Le problème se pose lorsqu'on examine leurs programmes et qu'on constate qu'ils ne diffèrent que par leur stratégie électorale. Quand quelqu'un affirme vouloir empêcher Milei d'accéder au Congrès, on peut se demander si on ne nous prend pas pour un imbécile fini, car lorsque Milei était à la tête d'une minorité parlementaire, qu'est-ce qui l'a empêché d'en faire autant au Congrès ? Rien. Il est donc évident que la structure électorale ne corrige rien ; elle ne fait que récompenser les figures emblématiques du pouvoir. Et quel est le concept qui a organisé tout cela depuis 1976 jusqu'à aujourd'hui ? *Le butin de guerre*.

## **Que signifie « le butin de guerre » ?**

Quand un escadron de la mort débarquait chez vous en 1976, un camion de déménagement pouvait se présenter à votre porte et emporter tout ce que vous possédiez. Tout le monde savait que tous vos biens étaient vendus. Pourtant, lors des procès contre les militaires responsables, cette question n'a pas été abordée : personne n'a eu à restituer un seul centime. Quand on examine le patrimoine déclaré par nos représentants, on arrive à une conclusion très simple : soit ils ont bâti leur fortune en échappant à la misère grâce au butin de guerre, soit ils l'ont bâtie grâce au butin de guerre. Le butin de guerre est un trophée à exhiber. La déchéance personnelle n'est pas un phénomène propre à [Adorni](#). Je suis absolument certain qu'Adorni est incapable d'expliquer quoi que ce soit. Ce n'est pas un cas isolé ; c'est un schéma récurrent.

**Votre dernier ouvrage, « [-";" 50."%"](#). Que nous dit aujourd'hui le mythe du 17 octobre ? » rassemble une**

série d'interventions qui interrogent les événements de 1945, les inscrivant dans le présent et en faisant un champ d'analyse. Comment aborder ce texte dans une perspective contemporaine ?

Nous savons que le désert est une construction sociale. Prenons l'exemple de la Conquête du Désert : il n'y avait pas de désert à l'époque. On nous informait simplement de ce qui se passerait à la fin de la campagne. Que se passe-t-il ici ? C'est le désert que nous avons créé, et la seule issue est un mouvement populaire. Il nous faut une nouvelle initiative populaire. Le péronisme était une initiative populaire. Le 17 octobre n'a pas été inventé par Perón ; c'est le 17 octobre qui a inventé *Perón*. Tant que la société argentine cherchera un sauveur, elle ne trouvera que des catastrophes. Nous vivons dans une société désarmée et dépolitisée. Aujourd'hui, nous avons un ordre politique où la majorité obéit aveuglément.

## Que révèlent ces épisodes sur la capacité des citoyens à impulser un changement politique ?

Le fait que cela soit documenté est fascinant. *La Plaza Tomada* inclut le procès-verbal du Comité central confédéral du 16 octobre 1945. Que nous révèlent ces minutes ? Une discussion politique. On y perçoit, parmi les dirigeants ouvriers de l'époque, une compréhension de la situation. Or, il est très intéressant de noter que cette discussion a eu lieu le 16 octobre ; autrement dit, les participants n'étaient pas en train de prendre une décision. Le mouvement était déjà en marche et avait décidé de lui-même ; il n'attendait pas que le Comité central confédéral détermine la marche à suivre. Il a imposé ses propres conditions au Comité central. Difficile de faire plus plébéien. Le 17 octobre est le jour de l'explosion finale. Les choses ont commencé le 14, le 13, selon les endroits. À [ville de] Berisso, le mouvement a débuté bien plus tôt, engendrant un phénomène de contagion politique, parti de la base. Les ouvriers avaient confiance en leur potentiel, en leurs aptitudes directes, en leur capacité de transformation politique. Ils ont inventé autre chose. Cette autre chose qu'ils ont inventée a changé l'ordre politique et a profondément modifié la situation en Argentine entre 1946 et 1975, et nous n'étions certainement pas satisfaits de la situation.

Vous-avait déjà évoqué le déclin de l'éducation. Quel lien voyez-vous entre cette crise et la difficulté à former des dirigeants politiques ?

Il existe assurément un lien. Un libéral pourrait penser qu'un cadre politique est quelqu'un qui a lu une bibliothèque conséquente. Ce n'est pas forcément faux : cette personne est politiquement instruite, elle a reçu une formation politique. Mais cela ne fait pas d'elle un cadre politique. Un cadre politique est un membre actif d'un mouvement politique. Sans mouvement politique, il n'y a pas de cadres politiques.

## Le problème n'est donc pas seulement éducatif, mais aussi politique...

Ce que nous constatons aujourd'hui, et c'est pourquoi ces termes sont interchangeable, c'est que la politique n'est plus sujette à débat. La politique est un art d'exécution ; autrement dit, il s'agit fondamentalement de gérer ce qui nous est donné. Et quiconque est capable de gérer ce qui lui est donné est considéré comme compétent, point final. Nous ne discutons pas ici de la gestion de ce qui nous est donné. Nous discutons des conditions dans lesquelles un ordre social viable est établi pour nous. Et il est très clair à quoi cet ordre social nous condamne. Le problème réside dans le désarmement de la volonté de transformation, dans la défaite non reconnue. Je ne dis pas que rien n'a changé ou que tout est identique. Je dis simplement qu'on ne peut pas défendre un amas de mots par un autre

amas de mots. Pour qu'une loi autorisant une femme à avorter, sous certaines conditions, puisse exister, des dizaines de milliers de personnes ont dû être mobilisées dans les rues pour une loi qui, d'un point de vue libéral fondamental, ne mérite même pas d'être débattue.

## Que faut-il pour reconstruire cette volonté de transformation dont on parle ?

Le désir. Si la psychanalyse nous apprend quelque chose, c'est que les êtres humains entretiennent une relation très complexe avec leurs propres désirs. Lorsqu'on observe le comportement social collectif de la société argentine, on constate un effondrement du désir. Mais le désir est aussi un choix politique. Il n'y a pas de décision de vivre pleinement. Quand je regarde des films de zombies, si je devais faire une analogie, je dirais qu'un zombie ressemble à un homme politiquement désarmé : il est vivant, mais il est mort.

**Bárbara Schijman\*** pour [Página 12](#)

**\*Alejandro Horowicz** (Buenos Aires, 16 décembre 1949) est essayiste, journaliste, Docteur en sciences sociales et Professeur d'Université argentin.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 12 juillet 2026.

**\*Alejandro Horowicz** est essayiste et titulaire d'un doctorat en sciences sociales (summa cum laude) de l'Université de Buenos Aires (UBA). Il a dirigé la collection *Espejo de la Argentina* pour Planeta et est actuellement directeur du projet *Historia crítica de la literatura argentina* (Histoire critique de la littérature argentine). Il a été chroniqueur pour les revues *Primera Plana*, *Competencia* et *Contraeditorial*, ainsi que pour les journaux *La Opinión*, *Convicción*, *Clarín*, *Sur*, *Perfil*, *BAE* et *Tiempo Argentino*. Il a également été rédacteur en chef du magazine mensuel *Consignas*. **Il est l'auteur de :** *Los cuatro peronismos* (1985), *Diálogo sobre la globalización, la multitud y la experiencia argentina* (2003, co-écrit avec Toni Negri et d'autres), *El país que estalló* (2005), *Las dictaduras argentinas* (2013) et *El huracán rojo. De Francia a Rusia 1789-1917* (2019). Depuis 1997, il occupe la chaire de sociologie sur les changements dans le système politique mondial à l'UBA.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 16 juillet 2026.